# POUR UNE HISTOIRE FRANCO-ALGÉRIENNE NON FALSIFIÉE

Une quinzaine d'organisations progressistes des Pyrénées Orientales se sont regroupées d'une part pour protester contre les tentatives des nostalgiques de l'Algérie française de réhabiliter l'idée coloniale, et d'autre part pour œuvrer à l'écriture d'une histoire franco-algérienne qui ne soit pas falsifiée.

Ce collectif, «Pour une histoire franco-algérienne non falsifiée», est constitué des organisations suivantes (liste provisoire): ANPNPA, ASTI, ATTAC, CGT, Coup de soleil, EELV, FSU, Ligues des Droits de l'Homme, Femmes solidaires, Mouvement de la paix, MRAP, NPA, PCF, PG, Survie.

## Déclaration du collectif

En cette année anniversaire de la fin de la Guerre d'Algérie et de la défaite du colonialisme français, le Collectif a décidé une journée d'initiatives, le lundi 23 janvier. Ces initiatives prennent tout leur sens, en particulier à Perpignan où la mairie a accepté et favorisé en 2003 l'érection dans le cimetière nord d'une stèle dédiée à l'OAS, puis en 2007 l'édification derrière le couvent Saine Claire du «mur des disparus» qui ignore bien des personnes, françaises et algériennes, disparues en Algérie entre 1954 et 1963. Aujourd'hui, dans ce même couvent Sainte Claire, elle s'apprête à inaugurer le 28 janvier prochain un «Centre national de documentation des Français d'Algérie» dont la conception et la gestion ont été confiées au «Cercle algérianiste», une association de nostalgiques de l'Algérie française qui n'a aucune légitimité pour représenter l'ensemble des Français d'Algérie. Une inauguration à laquelle Marine Le Pen, porte-parole de l'extrême-droite xénophobe et raciste, envisage de participer.

## Initiatives du lundi 23 janvier à Perpignan

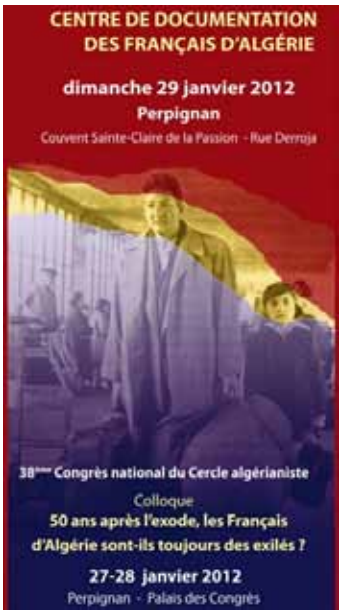
- 11h, conférence de presse avec Henri Pouillot et des membres du Collectif aura lieu devant le «Centre national de documentation des Français d'Algérie» situé dans l'ancien couvent Sainte-Claire.
Appelé pendant la Guerre d'Algérie, Henri Pouillot est affecté à la Villa Sésini d'Alger qui servit de lieu d'internement et de torture pour les indépendantistes algériens présumés. Il est l'auteur de livres témoignages sur cette période, Président du réseau « Sortir du colonialisme », membre du bureau exécutif du MRAP, membre du comité directeur de l'ARAC.

- 17h, Henri Pouillot dédicacera ses livres à la librairie Torcatis.

- 19h, projection au Cinéma Castillet du film documentaire (2011 – 90 min) de Yasmina Adi «Ici on noie des Algériens» relatant le massacre des Algériens par la police française le 17 octobre 61 à Paris, un crime d'Etat jamais reconnu.
Synopsis du film : A l'appel du Front de Libération Nationale (FLN), des milliers d'Algériens venus de Paris et de toute la région parisienne, défilent, le 17 octobre 1961, contre le couvre-feu qui leur est imposé. Cette manifestation pacifique sera très sévèrement réprimée par les forces de l'ordre. 50 ans après, la cinéaste met en lumière une vérité encore taboue. Mêlant témoignages et archives inédites, histoire et mémoire, passé et présent, le film retrace les différentes étapes de ces événements, et révèle la stratégie et les méthodes mises en place au plus haut niveau de l'Etat : manipulation de l'opinion publique, récusation systématique de toutes les accusations, verrouillage de l'information afin d'empêcher les enquêtes

A l'issue de la projection, un débat sera animé par Henri Pouillot.

# Le centre national de documentation des Français d'Algérie : Une ancienne prison pour emprisonner l'histoire



Le centre de documentation des Français d"Algérie sera inauguré le 29 janvier. Tout donne à penser qu'il y sera présentée une version falsifiée de l'histoire franco-algérienne.

Le 5 juillet 2005, la ville de Perpignan et le cercle algérianiste officialisaient la création d'un «Centre de la présence française en Algérie» et l'édification du «Mur des Disparus d'Algérie 1954 1963». Le premier adjoint de l'époque, Jean-Marc Pujol, annonçait que ces deux projets seraient accueillis dans l'enceinte du Couvent Sainte-Claire. Cet ancien couvent a longtemps servi de prison, comme l'atteste l'inscription sur sa façade qui donne sur la rue du général Derroja et la dénomination «place de l'ancienne prison» de l'espace qui en surplomb sert de parking. Le soutien institutionnel de la mairie a été acté par une série de délibérations: 10 juillet puis 23 octobre 2006, auxquelles s'opposèrent la plupart des élus de gauche de l'époque. Puis, par de nouvelles délibérations le 23 juillet 2007 faisant explicitement référence au cercle algérianiste. Cette fois, seules les deux conseillères communistes, Nicole Gaspon et Colette Tignères votèrent contre. A la séance du conseil municipal du 24 septembre 2007, au cours de laquelle l'adjoint Pujol avait tenu des propos abjects, assimilant les communistes aux nazis, le maire, Jean Paul Alduy, avait précisé que «pour piloter ce centre, il y aura un comité scientifique, composé d'un tiers d'élus de la ville-Toutes tendances confondues-, d'un tiers de membres d'associations représentatives des rapatriés et d'un tiers d'historiens». Mais au conseil municipal du 16 septembre 2010, on apprenait que le centre serait désormais dénommé «Centre de documentation des Français d'Algérie», et que son comité de pilotage se réduirait à Maurice Halimi, adjoint à la culture, Suzy Simon-Nicaise, ex-présidente du cercle algérianiste et adjointe au maire déléguée aux associations, et Raymond Sala, conseiller municipal délégué au patrimoine. En fait, c'est le cercle algérianiste qui fera la pluie et le beau temps, car ce sont ses collections (cartes, documents, lettres, éléments d'état-civil, journaux, livres) qui seront exposées au rez-de-chaussée du centre de documentation. On ose à peine imaginer de quels commentaires ils seront accompagnés. Quant à l'exposition permanente installée sur les 300 m2 du premier étage, qui va porter sur «les 132 ans de présence française en Algérie», cette terminologie suffit à faire entendre comment seront interprétés par ceux que nous nommons par euphémisme des nostalgéristes, les 132 années de colonisation française.

Roger Hillel